

Extrait du Spyworld Actu

<http://www.spyworld-actu.com/spip.php?article11197>

Les deux Français enlevés appartiendraient à la DGSE

- Renseignement - France -



Date de mise en ligne : mardi 14 juillet 2009

Spyworld Actu

Selon le Quai d'Orsay, les deux Français enlevés mardi matin en Somalie ne sont pas des journalistes, mais des "conseillers" qui apportaient une aide en matière de sécurité au gouvernement fédéral reconnu par la communauté internationale. Ceci constitue une forme de confirmation d'une information de source somalienne selon laquelle ces deux personnes appartenaient à un service de renseignement français.

En fait, d'après les informations du Point , ces deux personnes ont été envoyées en Somalie par un service du ministère de la Défense, lequel se refuse à confirmer que les deux hommes appartiendraient à la DGSE (Direction générale de la sécurité extérieure). Pour Paris, la mission des deux hommes était parfaitement honorable et légitime, l'absence d'un État de droit en Somalie constituant un obstacle majeur au retour de la stabilité dans la région, mais le gouvernement d'union nationale (GUN) de l'islamiste "modéré" Sharif Cheikh Ahmed n'est absolument pas en état de faire preuve de la moindre autorité sur un territoire qu'il ne contrôle pas. Dimanche, une offensive conduite par les troupes qui lui sont restées fidèles a provoqué la mort de 21 personnes dans le quartier Abdiasis, situé au nord de la capitale somalienne. Le président a alors évoqué une "victoire décevante". Il a ensuite considéré qu'elle avait permis la prise de contrôle de la majeure partie de Mogadiscio.

Selon une source à Mogadiscio citée par l'AFP, les deux conseillers français étaient arrivés en Somalie le 5 juillet dernier. Les conditions de leur enlèvement à l'hôtel Sahafi ne laissent guère de place au doute : deux véhicules, dont l'un avec une dizaine d'hommes en armes, se sont engouffrés dans l'enceinte de l'hôtel, avant d'en ressortir avec les deux hommes. Il paraît clairement qu'ils étaient visés. Comme d'habitude dans ces circonstances impliquant des ressortissants français, le rôle du Quai d'Orsay dans cette affaire est un pur affichage : la gestion de la crise est directement pilotée par la présidence de la République.

Post-scriptum :

<http://www.lepoint.fr/actualites-mo...>